

Sahara Occidental : plein soutien de Paris à la colonisation marocaine

Karima
Bennour

16 avril
2015



Les rencontres cycliques entre les responsables français et marocains, depuis notamment la visite, février dernier, du roi Mohammed VI, à Paris, lors de laquelle, rien n'augure de bon s'agissant de promouvoir la Légalité internationale, seule voie à même de garantir la paix et la sécurité, sur les plans régional et international.

La visite du Premier ministre français au Maroc, jeudi dernier, a vu ce dernier réaffirmer la traditionnelle position de ses prédécesseurs, à ce poste, sur le Sahara occidental. Position de Paris, en faveur de la proposition marocaine « d'autonomie », pour une question de décolonisation inscrite sur le registre onusien et son règlement passe par la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Indiquant que la position de Paris demeure « inchangée » sur la Question du Sahara occidental, Manuel Valls n'a fait, par ailleurs, que reprendre sa déclaration tenue en juillet 2012, lors de sa visite au Maroc, durant laquelle il a déclaré « la position de la France sur ce point ne change pas ». Il n'est pas surpris de voir la position politique des responsables français, en direction de la Question du Sahara occidental « inchangée » selon le terme de Valls, au regard, faut-il le souligner, du soutien politico-militaire et diplomatique, il y a de cela quatre décennies, lors de l'invasion de l'armée marocaine en 1975, du Sahara occidental. Entre le discours et les actes des officiels français l'Histoire retiendra les faits, lesquels même sur d'autres questions de l'actualité régionale et internationale, attestent que Paris relègue au second plan la teneur des questions des droits de l'Homme, dont le plus fondamental est le droit légitime d'un peuple à vivre dignement et indépendant sur ses terres. Valls qui poursuit la politique de ses prédécesseurs sur la question du Sahara occidental, s'est rendu au Maroc, quelques jours après la défaite de sa formation politique, le parti socialiste (PS), lors du scrutin départemental mars dernier et près d'une année de la débâcle aussi du PS lors des municipales l'année dernière, en mars, défaites attestant la sanction de l'électorat français des choix de François Hollande et de son Premier ministre Valls. La roue de l'économie française étant rouillée, par l'impact de la crise économique-financière et l'émergence en force de nouvelles puissances économiques des pays du Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), à travers sa relation stratégique avec Rabat, Paris espère améliorer sa position sur le marché international et trouver des débouchés à ses problèmes économiques et de croissance. Comme tout système colonial inscrivant parmi ses objectifs, notamment des intérêts économiques, et que la colonisation marocaine n'échappe pas à la règle, étant un élève des ex-puissances coloniales qu'a connu l'Histoire, dont celui de la France, la spoliation et l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental, par l'occupant marocain, en profite à ses alliés, dont la France.

La légalité internationale bafouée par un droit de veto

En adoptant une position sur la Question du Sahara occidental, fondamentalement opposée à la légalité internationale, et l'esprit de la Charte des Nations unies, pour une question de décolonisation inscrite à l'ONU, Valls a brandi le veto français, non pas au Conseil de sécurité, mais à partir de Rabat. La France, a précisé Emanuel Valls, « a bien un objectif qui est de rester le partenaire de référence pour le Maroc » avant d'ajouter « dans tous les domaines de coopération, notamment politique ».

La France qui ne manque pas, d'un autre côté, de tenir un discours dans lequel Paris dit soutenir les efforts déployés dans le cadre des Nations unies pour parvenir à un règlement de la Question du Sahara occidental, en dehors de la légalité internationale et selon la realpolitik que celle-ci est dictée par les intérêts de la colonisation marocaine et de ses alliés, dont la France. Paris s'agit à divers niveaux et par différents moyens le processus de décolonisation du Sahara occidental, pour ne citer que son lobby, lequel œuvre conjointement avec son homologue, le lobby sioniste, dans les couloirs et les coulisses de l'ONU, pour faire retarder toute prise de décision effective pour la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Et à un autre niveau, le Conseil de sécurité, en l'occurrence, c'est le droit de veto qui est l'autre moyen dont use la France, dans son soutien à la colonisation marocaine du Sahara occidental, pour brimer le droit à l'expression du peuple sahraoui, lequel droit est garanti historiquement par la Légalité internationale. Après sa visite à Rabat, le Premier ministre français, Manuel Valls s'est rendu au Portugal, mais certainement pas pour s'imprégner des leçons de l'Histoire.

Le Portugal, étant l'ex-puissance coloniale, pour rappel, durant près de quatre siècles, du Timor oriental, lequel a été envahi en 1976, par l'armée indonésienne qui l'a annexé et ne fut jamais reconnu par l'ONU, même cas de figure pour le Maroc. À ce propos, l'ONU et les États à travers le monde ne reconnaissent pas, faut-il le noter, la souveraineté de Rabat sur le Sahara occidental. En août 1999, l'institution onusienne organise le référendum au Timor oriental, au terme duquel ce pays a eu son indépendance en 2002. La réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental, au courant de ce mois-ci, va encore dévoiler le rôle de Paris, dans son soutien à Rabat, notamment par le mutisme que continue d'adopter la France officielle, à l'égard des pratiques des autorités coloniales d'atteintes des droits de l'homme des Sahraouis dans les territoires encore sous occupation marocaine.

Lesquelles pratiques et exactions sont dénoncées par l'opinion française, à travers des manifestations, sit-in et conférences, notamment à Paris, durant lesquelles la politique coloniale répressive des Sahraouis par Rabat est décriée notamment par de vifs témoignages, notamment des victimes. Oppression et répression des Sahraouis des territoires encore sous occupation marocaine par les autorités coloniales de Rabat ainsi que la spoliation des ressources naturelles du peuple sahraoui. Lequel peuple est privé de son droit à l'expression par un référendum d'autodétermination, que Paris fait fi de cette atteinte au droit, dans ses discours sur son attachement au respect des droits de l'Homme, pis encore, en usant de son veto pour que la Mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental (Minurso) ne soit pas dotée d'un mécanisme de supervision des droits de l'Homme, au Sahara occidental, alors que les autres missions de l'ONU, à travers le monde, en sont dotées.

Karima Bennour

»» <http://lecourrier-dalgerie.com/sahara-occidental-plein-soutien-de-pari...>